

une seule solution : la liberté de circulation

Du Front national au Parti socialiste, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut verrouiller les frontières et contrôler drastiquement l'immigration. Il y a quelques différences de forme ou de virulence dans les discours, mais tous se retrouvent pour dire que l'immigration et les immigré-e-s déstabilisent l'économie. Cette idée aujourd'hui largement répandue est utilisée pour durcir toujours plus les lois répressives et les dispositifs policiers. Et pourtant, c'est une idée complètement fausse.

L'argument qu'on entend le plus consiste à dénoncer le prétendu « coût » de l'immigration, c'est-à-dire les prestations sociales (RSA, allocations logement ou chômage) versées aux immigré-es. Mais ce qu'on oublie trop souvent de rappeler, c'est que ces mêmes immigré-es cotisent à la Sécurité sociale, achètent des biens de consommation, paient des impôts (dont la TVA, qui représente à elle seule la moitié des recettes fiscales de l'Etat).

De la même manière, les immigré-es cotisent pour la retraite mais ne touchent bien souvent aucune pension de retraite, soit parce qu'ils n'ont pas leur compte de trimestres, soit parce qu'ils rentrent dans leur pays d'origine avant de faire valoir leurs droits.

Mais la situation la plus injuste reste encore celle des travailleurs et des travailleuses sans-papiers qui travaillent dans des conditions d'exploitation inimaginables, paient des cotisations sociales et ne peuvent pourtant bénéficier des prestations sociales auxquelles ils pourraient prétendre.

Ce ne sont pas les immigré-es qui plombent les comptes de la Sécurité sociale, c'est le chômage de masse et l'allègement continu des cotisations patronales. Si le chômage est à plus de 10 %, c'est une conséquence

directe des lois du capitalisme, pas autre chose. Et si la loi du marché continue de diriger nos vies, il y a toujours des patrons prêts à prétexter ce taux de chômage élevé pour faire monter la pression sur les salarié-es et rejeter la faute sur les immigré-es.

Ne nous laissons pas entraîner dans les discours qui stigmatisent les immigré-es pour masquer l'action des vrais profiteurs, des vrais parasites : les sépéculteurs, les politiciens, les capitalistes.

★ Halte à la chasse aux sans-papiers !

Ce qui coûte cher, par contre, c'est la politique de « contrôle des flux migratoires » et de chasse des sans-papiers menée impitoyablement par l'UMP comme par le PS : quand on sait qu'une expulsion coûte au bas mot près de 20 000€, il y a de quoi réfléchir sur l'affectation des moyens... Et ce n'est pas le déploiement d'un nouveau dispositif sécuritaire entre la France et le Royaume-Uni et le projet honteux de construction d'un mur à Calais qui risquent de faire baisser la note de la guerre aveugle contre les sans-papiers. Quant aux projets de lois déposés par le gouvernement, ils ne font qu'aggraver la réforme du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

★ Contre le mythe de « l'invasion des immigré-es »

Deuxième argument : celui de l'« invasion » des immigré-es. Pour le contrer, il suffit de rappeler que la majorité des flux migratoires se font à l'intérieur même des pays du Sud et que seule une petite partie va vers l'Occident. Avant 1974, lorsque les frontières étaient ouvertes, aucune invasion n'a eu lieu, alors même que de nombreux pays d'Afrique traversaient de dures épreuves. Quant à toutes les lois votées depuis 1974, de plus en plus féroces et inhumaines, il suffit de voir leurs conséquences :

- elles jettent dans la clandestinité des dizaines de milliers de personnes ;
- elles créent une masse de travailleur-ses sans-papiers, privé-es de tout droit, exploité-es par les patrons du bâtiment ou de la restauration, sans couverture médicale et sociale ...

Pour en finir avec le mythe de l'"invasion étrangère", pour en finir avec le régime de peur et d'exploitation que créent les lois anti-migrations, nous défendons :

- la liberté de circulation et d'installation ;
- l'arrêt des arrestations arbitraires ;
- la fermeture des centres de rétention ;
- l'arrêt des expulsions ;
- la régularisation de tous les sans-papiers.

ne pas jeter sur la voie publique SVT.



Alternative libertaire c'est aussi un journal mensuel dans les kiosques !

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

- coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19 -

